



HAL
open science

Matteo Renzi, “ Nouvelle star ” ou simple étoile filante ?

Michaël Bardin

► To cite this version:

Michaël Bardin. Matteo Renzi, “ Nouvelle star ” ou simple étoile filante ?. La lettre d'Italie : Droit & politique italienne, 2014, 4, pp. 20-21. halshs-01464191

HAL Id: halshs-01464191

<https://shs.hal.science/halshs-01464191v1>

Submitted on 10 Feb 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

des élections. À un peu plus d'un an de la prochaine consultation électorale régionale...

Une mauvaise nouvelle pour Roberto Cota qui n'avait vraiment pas besoin de cela. En effet, il est impliqué depuis de long mois dans un scandale de

remboursements de notes de frais abusives (les *spese pazze*, « dépenses folles » selon la presse, qui concerneraient 39 conseillers régionaux du Piémont, dont le président, pour un montant de près de 1,7 millions d'euros). Les prochaines élections régionales

risquent d'être chaotiques pour le leader de la Ligue du Nord... si scrutin il y a puisque le président de la région peut encore saisir le Conseil d'État et s'opposer à la décision du TAR... ■

Michaël Bardin.

■ Portrait

Matteo Renzi, « Nouvelle star » ou simple étoile filante ?

En politique, les Italiens, mais ils ne sont pas les seuls, sont friands de nouveaux visages. Comme si le renouveau de la politique transalpine passait, ce qui est sans doute en partie vrai, par le renouveau de sa classe politique. Après l'« enfant prodige », Enrico Letta, aujourd'hui président du Conseil, la gauche et l'opinion publique italienne « s'entichent » d'un trentenaire alliant un solide parcours politique à sa jeunesse. Il semble incarner en tout point la « relève » que les Italiens attendent et appellent de leurs vœux.

Né le 11 janvier 1975 à Florence, Matteo Renzi est marié depuis 1999 et père de trois enfants. Il grandit dans la petite commune de Rignano sull'Arno où son père, Tiziano Renzi, proche de la Démocratie Chrétienne, est conseiller municipal. Diplômé en histoire du droit de l'Université de Florence (avec une thèse intitulée *Florence de 1951 à 1956 : la première expérience de Giorgio La Pira, maire de Florence*), très attaché aux valeurs du scoutisme dès son plus jeune âge (son site internet met en exergue la célèbre citation de Baden Powell : « Essayez de laisser ce monde un peu meilleur qu'il ne l'était quand vous y êtes venus »), il deviendra même rédacteur en chef de la revue sur le scoutisme « Marchons ensemble ». Parallèlement, il intègre l'entreprise familiale spécialisée dans la publicité.

Son engagement politique date du lycée et surtout de ses années à l'université. Ainsi, dès 1996, il participe à la création des *Comités pour l'Italie* (plus connus sous le nom de *Comités Prodi*) en Toscane et adhère au PPI (*Partito Popolare Italiano*) puis, en 2002, à *La Margherita* (*DL - Democrazia è Libertà - La Margherita*). Il sera secrétaire provincial de ces deux formations politiques (respectivement en 1999 et 2003). Il obtient son premier mandat exécutif en 2004 en devenant président de la province de Toscane après

avoir conduit la liste de l'alliance de *l'Ulivo* qui recueille près de 60 % des votes. Ses cinq années passées à la tête de la province vont s'avérer être un véritable tremplin : fin gestionnaire, il réduit les coûts de fonctionnement de l'administration, baisse les impôts provinciaux tout en investissant massivement dans les domaines de la culture et de l'environnement. Alors qu'il est fortement pressenti et largement soutenu par le centre-gauche, en 2008 pour briguer un second mandat, il fait le pari de participer aux primaires du *Pd* (qu'il a rejoint en 2007) pour la mairie de Florence et, contre toute attente, il recueille plus de 40 % des voix. En février 2009, il arrive en tête au premier tour et s'impose avec 60% des suffrages exprimés au second tour devant Giovanni Galli, le candidat du *PdL*. En tant que maire, parmi ses décisions les plus marquantes, il fera de Florence la première grande ville italienne à adhérer au programme visant à limiter l'urbanisation *Voluntà Zero*. Avec le programme, le maire s'est engagé à n'autoriser des constructions qu'après la démolition des bâtiments existants et dans une proportion identique à ces derniers. Aguerri et à l'aise en matière de communication politique, il multiplie les initiatives, avec d'autres jeunes élus, visant à se positionner comme un réformateur de la gauche italienne (la presse italienne

les qualifiera rapidement de *rottomatori*, « briseurs »). Ainsi, en 2010, avec Giuseppe Civati, conseiller régional de Lombardie (*Pd*), il organise, à Florence, *Prossima fermata Italia*, trois journées où tout le monde peut prendre le micro durant cinq minutes et exprimer sa vision du Parti démocrate pour le futur. Il renouvelle l'expérience en octobre 2011, avec une manifestation baptisée *Big Bang* où chacun peut expliquer ce qu'il ferait s'il était président du Conseil des ministres. Ces initiatives, loin d'être innocentes, préfiguraient son futur affrontement avec les « cadres » du *Pd* et plus particulièrement avec Pier Luigi Bersani, dont les partisans au sein du *Pd* critiquèrent vivement ces manifestations. En novembre 2012, lors des primaires de la coalition *Italia - Bene Comune*, il sortira cependant largement perdant de son affrontement avec l'ancien ministre. Lors des élections générales de février 2013, alors qu'il n'est pas candidat, il participe pourtant activement à la campagne, notamment en appelant le

Pd à se rapprocher des positions du *M5S*. Une nouvelle occasion pour lui de s'opposer à P.L. Bersani... Lors de l'élection présidentielle d'avril 2013, M. Renzi s'illustre encore en s'opposant catégoriquement, et à grand renfort de formules



percutantes dans la presse, à ce que les démocrates investissent Anna Finocchiaro (« je suis désolé, mais ne peut pas devenir président qui a utilisé son escorte comme panier humain pour faire ses courses chez Ikea ») ou encore Franco Marini (« le candidat du siècle dernier »). Seul Romano Prodi, pourtant aussi âgé, trouve grâce à ses yeux. Il est un temps pressenti pour la présidence du Conseil des ministres, notamment grâce au soutien du *PdL*, qui se déclare prêt à accepter la nomination de M. Renzi (notamment parce que ce dernier déclare dans la presse que le nouveau gouvernement ne devrait rester en poste que durant une année, le temps de réformer la loi électorale).

Le 8 décembre 2013, M. Renzi est devenu secrétaire général du *Pd* en recueillant 67,5 % des votes. L'« électron libre » du parti, celui qui déclarait dans *La Repubblica*, il y a encore quelques mois, « nous sommes le Parti démocrate d'Obama, de Hollande, de Clinton. Nous sommes le Parti démocrate qui gagne les élections », accède à un poste clé de son parti.

Un challenge nouveau commence aujourd'hui pour lui. Un challenge qui soulève des remarques et des interrogations.

D'une part, nombre d'observateurs s'accordent à faire de M. Renzi le dernier « fossoyeur » de la gauche italienne. Représentant d'un social-libéralisme « moderne », en vogue mais aux contours flous, il sera vraisemblablement celui qui parachèvera l'œuvre commencée à la Bolognina en 1990 par Achille Occhetto (cf. J. Giudicelli, *LLI*, n° 3, oct. 2013, pp. 27-32). Il affirme volontiers que ses références politiques sont Tony Blair ou encore Barack Obama, il est notamment connu pour ses positions anti-syndicalistes (« il faut qu'ils maigrissent ! ») ou son enthousiasme pour les mesures de flexisécurité des pays scandinaves. Autant de positions qui sont certes claires et qui pourraient conduire une partie de l'électorat du *Pd* à ne plus se reconnaître dans cette ligne politique.

D'autre part, au sein même de son parti, les idées de M. Renzi créent déjà des tensions. Partisan d'un « changement de génération », il n'a de cesse d'affronter les « cadres historiques » du *Pd* depuis

maintenant plusieurs années. En 2012, il affirmait ainsi dans une entrevue à *l'Unità* que le parti devait dorénavant se concentrer sur la proposition d'idées nouvelles plutôt que de continuer à parler une langue « politicienne » et à conclure des alliances « contre quiconque ».

Force est de constater que, dans ses premières semaines au sein des arcanes dirigeantes du *Pd*, M. Renzi semble se moquer de ces interrogations. Ainsi, après la décision de la Cour constitutionnelle italienne de prononcer l'inconstitutionnalité de la loi électorale, il n'hésitait pas, le 18 janvier dernier, à rencontrer Silvio Berlusconi, au siège du *Pd*, sans

Il affirme volontiers que ses références politiques sont Tony Blair ou encore Barack Obama, il est notamment connu pour ses positions anti-syndicalistes (« il faut qu'ils maigrissent ! ») ou son enthousiasme pour les mesures de flexisécurité des pays scandinaves.

mandat mais désormais leader du nouveau *Forza Italia*. Un accord est intervenu très rapidement entre les deux hommes (un système proportionnel à deux tours avec prime majoritaire). Fort de cet accord, M. Renzi affirmait « Ce n'est ni le système espagnol, ni le système allemand : appelez le *Italicum* ». Le secrétaire justifiait cette rencontre en déclarant que même déchu de tout mandat, S. Berlusconi restait, grâce au vote des électeurs, leader de la droite italienne (ce qui n'est plus tout à fait vrai puisqu'un tiers des élus du *PdL* ont rejoint le *Nuovo Centrodestra* (NcD, Nouveau centre droit) d'Angelino Alfano. Dans le même temps, le *Cavaliere* ne manquait pas de se féliciter que M. Renzi « assure la promotion des idées de son parti »...

Cet accord ne cesse de produire des effets... attendus ou non. Dès le lendemain, *Il Manifesto* considérait qu'il s'agissait « tout simplement d'un "acte d'arrogance" de la part de Matteo Renzi adressé à "sa base" ». Au sein du parti également, dès le 21 janvier, le président du Parti démocrate, Gianni Cuperlo, annonçait sa démission en vue de « maintenir sa liberté » et d'autres membres du parti voyaient en cet accord « une faute morale et politique » de la part du nouveau secrétaire.

Dans le même temps, cet accord, qui a de fortes chances d'aboutir place le président du Conseil E. Letta dans une position inconfortable. En effet, ses fonctions le conduisent à attendre avec impuissance le résultat de ces tractations. Alors que des tensions existent déjà entre les deux hommes (M. Renzi n'ayant pas hésité à affirmer que le gouvernement n'avait « rien fait en huit mois ») et *l'Italicum*, qui devrait conduire à la disparition des plus petits partis, E. Letta doit faire face à une grogne de ces mêmes petites formations, dont certaines soutiennent le gouvernement actuel.

En somme, beaucoup de mouvements et de polémiques en bien peu de temps de la part d'un homme, quasiment inconnu du grand public il y a encore deux ans et sans aucune expérience au niveau national. Certes, il reste à M. Renzi, sa gouaille, pour ne pas parler de son empressement, et des thématiques capables de rassembler l'électorat italien telles que la réduction des coûts de la vie politique avec la fin du financement des partis, la suppression d'une chambre (même si l'accord avec S. Berlusconi semble remettre cette promesse en question, puisque le Sénat serait remplacé par une chambre des Régions), ou encore la suppression des subventions de l'État aux journaux des partis.

Cela dit, l'effet d'annonce passé, celui que l'on surnomme déjà *Renzisconi* peut-il vraiment et objectivement se priver d'une partie de son électorat en même temps que des principaux (et souvent plus anciens) cadres du *Pd* ? Rien n'est moins sûr. ■ **Michaël Bardin.**